

qu'elle sera l'attitude du mouvement travailliste. Si le processus de paix piétine, le parti travailliste ne pourra plus rester au gouvernement pour des raisons internes. On imagine bien ce qui peut arriver à un gouvernement au pouvoir depuis cinq ans lorsqu'il se fourvoie, par sa propre faute, dans la voie de l'échec à cause d'un processus qui exige de se mesurer à deux vaches sacrées : les négociations avec l'OLP et la paix contre les territoires.

Les relations israélo-américaines connaîtront encore de nouvelles crises avant que les Américains comprennent la nécessité d'une conférence internationale pour la paix. Cela est d'autant plus valable après l'échec des six tentatives américaines de trouver un dénominateur commun aux deux parties concernées. (...) La première crise éclatera à cause des modalités des élections dans les territoires, et quand elle sera résolue, une deuxième crise surviendra, due cette fois à un différend sur les principes de négociation avec la direction palestinienne élue dans les territoires. Certains trouvent un réconfort à l'idée que ces crises s'étaleront sur une période de deux ans ou plus. Voilà une pensée qui confine à la naïveté si l'on considère la situation mondiale et régionale actuelle.

Dans le passé, il était inconcevable que les conflits régionaux puissent se résoudre dans le cadre d'une conférence internationale pour la paix, à laquelle participeraient les deux super-puissances engagées dans le conflit. (...) Aujourd'hui, la situation a changé. Les deux Grands collaboratent afin de résoudre les conflits régionaux, et la formule de la conférence internationale avec leur participation est acceptée, comme en Afghanistan, en Namibie et au Cambodge.

Abraham TAMIR
Haaretz, 16 novembre 1989.

LES VÉRITÉS ANCIENNES

L'Intifada va bientôt fêter ses deux ans. Jusqu'à ce jour, aucun parti politique n'a

voulu tenir compte de cette terre qui se dérobe sous nos pieds. Les vérités anciennes restent toujours valables. Nous n'avons pas encore inventé une terminologie nouvelle. L'élite politique israélienne continue à dire non à l'OLP, non à un État palestinien. La majorité des dirigeants de notre pays ont des idées bien arrêtées sur les choses qu'ils ne veulent pas faire et les personnes avec lesquelles ils ne veulent pas parler, mais seule une minorité d'entre eux le reconnaît. Les deux grands blocs politiques, le Likoud et le Maarakh, craignent encore de dire la vérité à leurs électeurs. Le Likoud a peur de ce qui dérive de son idéologie : extermination, expulsion ou annexion. Le Maarakh n'est pas encore assez mûr pour poursuivre dans sa voie politique et dire : « Oui à l'OLP, mais... ». Ceux qui suivent de près le débat public entre le Likoud et le Maarakh se rendent compte que l'argument le plus effrayant qu'ils utilisent l'un contre l'autre est : « Vous aidez l'OLP. »

Cela n'est pas crédible car les faits importants sont connus de tous. On ne peut pas parler de négociations avec les Palestiniens, que ce soit au Caire ou à Washington, tout en feignant de croire que l'OLP n'existe pas. L'Organisation de libération de la Palestine est la direction officielle du peuple palestinien. Comment peut-on encore croire l'homme politique qui prétend être contre l'OLP, tout en affirmant que peu importe qui sera élu. Ceci ne relève même pas de l'hypocrisie, c'est une tentative d'escroquerie publique. Si un parti, Shelli en l'occurrence, dit : « Des territoires en échange de la paix », il sous-entend : moins d'Arabes, plus de sécurité. La logique ne s'arrête pas là, on doit la poursuivre jusqu'à l'inévitable conclusion : si je renonce à être maître du terrain, quelqu'un d'autre prendra ma place, et ce sera l'OLP. Si l'on refuse de pousser sa logique à l'extrême, on risque d'être traité de menteur. La même analogie s'applique aussi au Likoud. Si l'on veut des territoires sans *Intifada*, il faut se

tourner vers les solutions folles de l'extrême droite : massacre des Arabes, transfert ou annexion. (...)

Après deux ans d'*Intifada*, il y a plus de pays et de gouvernements qui reconnaissent l'OLP que d'États et de régimes qui reconnaissent l'État d'Israël. La réalité internationale a changé : elle n'est plus en faveur de l'État d'Israël.

Avraham BOURG
Haaretz, 20 novembre 1989.

ET PUIS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

L'inflexibilité palestinienne et l'obstination israélienne contribuent à figer le processus de paix. Yasser Arafat ne se contente pas du clin d'œil de l'Égypte qui voudrait que les représentants palestiniens soient ses hommes, sans drapeau ni uniforme. Quant à Yitzhak Shamir, il est allé encore plus loin, au point d'annoncer qu'il n'était pas prêt à négocier avec l'OLP, non parce que c'est une organisation terroriste, mais parce que ses dirigeants exigent l'établissement d'un État palestinien. (...)

La déclaration de Shamir, prononcée avant-hier devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense, faisait suite à une discussion virulente entre le Premier ministre et Ariel Sharon, qui l'accusait de tout faire pour aboutir à la négociation avec l'OLP et à la reconnaissance d'un État palestinien. Pour éviter une telle solution, Sharon a proposé d'annexer au moins les territoires compris dans le projet Allon.

Moshé Shahal a rappelé que le Maarakh ne serait pas d'accord car les accords de Camp David interdisent l'annexion des territoires. (...) Une question plane sur la scène internationale : « Pourquoi pas l'OLP ? » Les Américains n'ont-ils pas récemment rappelé à Shamir qu'Arafat s'était engagé à ne pas recourir au terro-

risme hors des frontières de l'État ; quant à l'*Intifada*, même Israël soutient que l'OLP ne la contrôle pas complètement.

Par ailleurs, alors que l'OLP reste dans le refus, Hosni Moubarak manifeste le désir de plaire à George Bush. Le président américain veut une réponse positive de l'OLP aux cinq points de James Baker, et Arafat insinue que tout irait très bien si le président égyptien essayait de convaincre deux de ses bons vieux amis, Farouk Kaddoumi et Abou Iyad. (...)

Pour Shamir, il est encore possible que l'OLP donne une réponse positive, auquel cas Israël risque de rester seul avec son refus. Pour échapper à la pression des Américains qui veulent imposer la participation de l'OLP, Shamir doit cesser de présenter la centrale palestinienne comme une organisation terroriste. C'est pourquoi l'idée est née que la centrale palestinienne n'est pas un interlocuteur à cause de sa revendication principale.

De plus, lors de leur dernière rencontre, Baker a annoncé à Shamir que les Arabes savent qu'aucun engagement préalable ne sera pris pour adopter leur solution définitive. Par contre, le Premier ministre israélien exige, lui, qu'un engagement soit pris afin que la solution arabe ne soit pas acceptée. Ce n'est pas plus logique. (...)

En vain le Premier ministre passera d'un forum à l'autre et soutiendra que les discussions attendues entre Mikhaïl Gorbatchev et George Bush ne mèneront à aucun changement dans la conception stratégique des deux puissances. Gorbatchev aurait dit à Hafez Assad de cesser de se comparer à Israël et de renoncer à toute solution militaire ; et en tout état de cause, l'URSS n'est pas prête à lui donner des fonds.

Cette attitude remet en question l'idée que dans n'importe quelle conférence internationale, les Soviétiques seraient les fervents défenseurs de la ligne arabe extrémiste. La vérité se situe peut-être à l'opposé : étant plus proches des Arabes, ils agiront non seulement comme leurs